



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2025/17102025/10
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251017-1710202569-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025
Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 17 octobre 2025 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Mireille VACHE-PICAT ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés :

Madame Béatrice BOCHET, Monsieur Jean DE BEIR

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 10 octobre 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/10
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251017-1710202569-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/10/2025
Publication : 23/10/2025
Pour l'autorité compétente par délégation



10 DÉCISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET E.S.A.

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente Décision Modificative a pour objet de reprendre le résultat de fonctionnement 2023 de l'Equipe Spécialisée Alzheimer (E.S.A.) mais aussi d'ajuster et de réviser les prévisions effectuées en octobre 2024 lors du vote du budget initial 2025.

Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 232 812,88 € soit +34 588,88 €

Recettes :

Chapitre 002 « résultat d'exploitation reporté » : +34 588,88 €

- Dans son rapport, l'A.R.S. choisit de reprendre l'intégralité du résultat de fonctionnement 2023, soit 34 511,88 €, au compte 111 - Excédent affecté au financement des mesures d'exploitation non reconductibles. Il en résulte pour l'E.S.A. une recette de fonctionnement supplémentaire pour ce montant.

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : inchangé

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : inchangé

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : inchangé

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 203 204 € soit +30 000 €

- Le suivi de l'exécution budgétaire de la masse salariale conduit à réviser le groupe II de +30 000 €. Cette évolution est principalement due à la hausse des cotisations employeur de la C.N.R.A.C.L. (Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales).

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 23 458,88 € soit +4 588,88 €

- Les frais d'assurance subissent l'évolution des prix du marché :
 - Le coût de l'assurance statutaire des personnels augmente de près de 1 200 €,
 - Le coût des assurances automobile évolue de +1 400 €.
- Inscription de 1 000 € supplémentaires au budget de location des véhicules de service loués par l'E.S.A. en location longue durée. Des frais supplémentaires ont été nécessaires lors de la remise des 2 précédents véhicules. Depuis mars 2025, l'E.S.A. loue 2 nouveaux véhicules.

Le budget de l'E.S.A. ne comporte pas de section d'investissement.

Ladite Décision Modificative n°1 est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/10

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202569-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025

Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



VU l'Article R.123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 15 octobre 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2025 du budget de l'E.S.A.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2023 du budget de l'E.S.A.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2024 relative à l'approbation du compte administratif 2023 du budget de l'E.S.A.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 17 octobre 2025 relative à l'approbation de l'affectation définitive du résultat de fonctionnement 2023 de l'E.S.A.,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°1 pour l'exercice 2025, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 232 812,88 € soit +34 588,88 €

Recettes :

Chapitre 002 « résultat d'exploitation reporté » : +34 588,88 €

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : inchangé

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : inchangé

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : inchangé

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 203 204 € soit +30 000 €

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 23 458,88 € soit +4 588,88 €

Investissement :

Le budget de l'E.S.A. ne comporte pas de section d'investissement.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation


Madame DESBORDES
Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.